

Service Protection de l'Environnement
9 rue de la Grenouillère
01012 Bourg-En-Bresse Cédex

Bourg-En-Bresse, le 10/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ABATTOIRS DES CRETS

3, rue Joseph Jacquard
01000 Bourg-en-Bresse

Références : 2025 - 01415R
Code AIOT : 0050100110

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/04/2025 dans l'établissement ABATTOIRS DES CRETS implanté 3, rue Joseph Jacquard 01000 Bourg-en-Bresse, dans le cadre des actions nationales en lien avec le réexamen lié au BREF abattoirs. L'inspection a été annoncée le 18/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les principaux thèmes de la visite sont :

- Action nationale 2025 sobriété hydrique
- Action nationale 2025 rejets aqueux en IAA
- Récupération des eaux d'incendie

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ABATTOIRS DES CRETS - 3, rue Joseph Jacquard - 01000 Bourg-en-Bresse
- Code AIOT : 0050100110
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'abattoir des CRÊTS est autorisé pour l'abattage de porcs et de la découpe de produits animaux par un arrêté préfectoral du 16 juin 2004, modifié par les prescriptions complémentaires de l'arrêté préfectoral du 14 juin 2022. Le tonnage journalier autorisé est actuellement de 160 tonnes.

Il relève de la rubrique IED n°3641 pour l'exploitation d'abattoirs (rubrique IED principale) et de la rubrique IED 3642-1 pour la transformation de matières premières d'origine animale pour une capacité de production de 270 tonnes par jour.

Le dossier de réexamen suite à la publication des conclusions du BREF abattoir est attendu pour le 18 décembre 2024.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	réexamen IED	Arrêté Préfectoral du 14/06/2022, Chapitre 1.3	/	Demande d'action corrective	3 mois
4	Sobriété hydrique	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	/	Demande d'action corrective	3 mois
5	Eau	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 28	/	Demande de justificatif à	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
				l'exploitant	
6	Eau	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 32	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Eau	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Annexe II	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Origine eau	Arrêté Préfectoral du 14/06/2022, article Art 3.1.1	/	Demande d'action corrective	3 mois
10	Rejet dans un ouvrage collectif	AP Complémentaire du 14/06/2022, article 3.5.6	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Substances polluantes	AP Complémentaire du 14/06/2022, article 3.6.3.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
12	Pollutions accidentelles	AP Complémentaire du 14/06/2022, article 3.2.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
13	Eaux d'incendie	AP Complémentaire du 14/06/2022, article 3.5.5.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
14	Registre entrée produits dangereux	AP Complémentaire du 14/06/2022, article 7.3.4.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
16	Mesures sonores : Emergence	AP Complémentaire du 14/06/0022, article 5.5.1.1. et 5.5.1.2	/	Demande d'action corrective	3 mois
18	Effluents	AP Complémentaire du 14/06/2022, article 4.1.1	/	Demande d'action corrective	3 mois
19	Effluents	Arrêté Préfectoral du 14/06/2022, article 3.5.4	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	/	Sans objet
3	Données de prélèvement : compteur	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	/	Sans objet
7	Eau	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 33	/	Sans objet
15	Emissions sonores	AP Complémentaire du 14/06/2022, article 5.5.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
17	Stockage liquides inflammables	AP Complémentaire du 14/06/2022, article Chap 8.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a montré que bien que le site soit bien suivi, plusieurs points nécessitent des mesures correctives dans des délais courts :

-Le dossier de réexamen n'a pas été transmis en décembre 2024. Il est attendu pour fin juin 2025. Ce réexamen doit permettre de remettre à jour les activités du site, les VLE des rejets dans la station d'épuration.

-Les modalités de récupération des eaux d'extinction ne sont pas définies et doivent être validées par le SDIS.

-Par ailleurs, même si des mesures sont prises pour réduire la consommation d'eau, le PSH n'est pas finalisé et ne permet pas de déroger aux prescriptions de l'arrêté cadre sécheresse dans l'état actuel. Il doit être complété avec un bilan hydraulique chiffré par activité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : réexamen IED

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2022, article Chapitre 1.3
Thème(s) : Situation administrative, dossier de réexamen
Prescription contrôlée : Les prescriptions de l'arrêté d'autorisation sont réexaminées conformément aux dispositions de l'article L 515-28 et des articles R.515-70 à R.515-73 du code de l'environnement. En vue de ce réexamen, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29 du code de l'environnement, sous la forme d'un dossier de réexamen, dont le contenu est fixé à l'article R 515-72 , dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale visée à l'article 1.1.1 du présent arrêté.
Constats : Les conclusions du BREF abattoirs sont parues le 18 décembre 2023. Le dossier de réexamen attendu pour le 18 décembre 2024 n'a pas été transmis. L'exploitant a missionné l'ADIV, qui promet le dossier pour fin juin 2025. Parallèlement à ce dossier de réexamen, une mise à jour des activités de l'arrêté est nécessaire : -nombre de chaudières à préciser -quantité de NH3 erronée (450kg en réalité)
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre à la préfecture de l'Ain le dossier de réexamen avec mise à jour des activités le cas échéant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux

Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Pas de modification des réseaux. Suite à l'effondrement d'une canalisation en 2021, une dérivation au-dessus de la canalisation existante, permettant de la court-circuiter, sera mise en place prochainement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Données de prélèvement : compteur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Connaissance du prélèvement : compteur
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées
Constats : Vu le suivi journalier des compteurs d'arrivée d'eau, relevés manuellement tous les jours. Vu les 3 compteurs : 1 compteur AEP, 1 compteur forage abattoir, 1 compteur forage pré-traitement. Relevés par le service d'inspection conformément au relevés de l'exploitant (établissement en fonctionnement) : compteur AEP: 588 067 (relevé exploitant : 587 986) compteur forage abattoir : 131 (relevé exploitant 112) compteur forage pré-traitement : 671 (relevé exploitant: 671) La consommation d'eau n'est pas séparée entre abattage et découpe.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Sobriété hydrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion économe de l'eau -
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : -utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ; [...]
Constats : Vu PSH mis à jour avec la consommation 2024 mais partie III non complétée. Pas de distinction entre consommation pour abattage et consommation pour découpe. Des mesures de consommation ont été faite ponctuellement avec un compteur mobile, mais pas sur toutes les activités. Le diagnostic précis de la consommation d'eau n'est pas fait (pas de schéma / bilan hydraulique).

<p>La mise en place courant 2025 d'une centrale de gestion comportant une vingtaine de compteurs, avec suivi par un prestataire devrait permettre de réaliser ce bilan.</p> <p>Constat d'une diminution de la consommation d'eau d'environ 13% entre 2022 et 2024 diminution pouvant être attribuée éventuellement à la mise en place de 4 tunnels de lavage pour le matériel (bassines, palbox / bac europ, caddies, couteaux-tabliers) et d'une armoire à laver les coutelières et tabliers</p> <p>Utilisation de l'eau de rinçage du tunnel des bassines pour le prélavage.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Compléter le PSH avec un bilan hydraulique de l'utilisation de l'eau par activité et compléter la partie III pour 2024 (installation des tunnels de lavage).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 28</p>
<p>Thème(s) : Autre, Valeurs limites Ets raccordé</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans le cas où l'installation ne dispose pas de ses propres dispositifs d'épuration, l'exploitant s'assure du caractère pérenne du traitement de ses effluents par une station d'épuration extérieure à l'installation. Il garantit le respect de valeurs limites de rejet compatibles avec les capacités de traitement de la station d'épuration et les valeurs limites de rejet de cette station.</p> <p>Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est envisageable que dans le cas où l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent dans de bonnes conditions.</p> <p>L'étude d'impact comporte un volet spécifique relatif au raccordement. Ce volet atteste de l'aptitude de la station à traiter l'effluent tel que décrit ci-dessus, détermine les caractéristiques des effluents qui peuvent être admis sur le réseau et précise la nature ainsi que le dimensionnement des ouvrages de prétraitement prévus, le cas échéant, pour réduire la pollution à la source et minimiser ou réguler les flux de pollution et les débits raccordés. Les incidences du raccordement sur le fonctionnement de la station, la qualité des boues, et s'il y a lieu, leur valorisation, sont en particulier étudiées au regard de la présence éventuelle de micropolluants minéraux ou organiques dans les effluents.</p> <p>Lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j de MEST, 15 kg/j de DBO5 ou 45 kg/j de DCO, les valeurs limites de concentration calculées sur la base d'une consommation d'eau conforme à celle indiquée à l'article 20 imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration urbaine respectent les valeurs suivantes :</p> <p>MEST : 600 mg/l ; DBO5 : 800 mg/l ; DCO : 2 000 mg/l ; Azote global (exprimé en N) : 150 mg/l ; Phosphore total (exprimé en P) : 50 mg/l.</p> <p>L'arrêté d'autorisation peut prescrire des valeurs limites en concentration supérieures notamment en fonction de la consommation d'eau par kilogramme de carcasse et si l'étude d'impact démontre, à partir d'une argumentation de nature technique et, le cas échéant, économique, que de telles dispositions peuvent être retenues sans qu'il n'en résulte pour autant des garanties moindres vis-à-vis des impératifs de bon fonctionnement de la station d'épuration urbaine et de protection de l'environnement.</p>

<p>Pour les polluants autres que ceux réglementés ci-dessus, les valeurs limites sont les mêmes que pour un rejet dans le milieu naturel.</p> <p>Les prescriptions de l'arrêté d'autorisation délivré au titre de la législation des installations classées s'appliquent sans préjudice de l'autorisation de raccordement au réseau public délivrée, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique, par la collectivité à laquelle appartient le réseau.</p> <p>Pour les installations déjà raccordées faisant l'objet d'une extension, l'étude d'impact comporte un volet spécifique relatif au raccordement. Ce volet atteste de l'aptitude de l'infrastructure d'assainissement à acheminer et traiter les effluents de l'abattoir dans de bonnes conditions, détermine les caractéristiques des effluents qui peuvent être admis sur le réseau et précise la nature ainsi que le dimensionnement des ouvrages de prétraitement prévus, le cas échéant, pour réduire la pollution à la source et minimiser les flux de pollution et les débits raccordés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une nouvelle convention de rejet vient d'être signée (le 12 sept 2024), autorisant des flux plus importants en DCO et MES. L'exploitant n'a pas justifié ces évolutions.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les valeurs limites de rejets autorisées doivent être justifiées (ou modifiées) en fonction de l'aptitude de la station réceptrice et des conclusions du BREF abattoir. L'exploitant doit démontrer que ces dispositions peuvent être retenues sans qu'il n'en résulte pour autant des garanties moindres vis-à-vis des impératifs de bon fonctionnement de la station d'épuration urbaine et de protection de l'environnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 32</p>
<p>Thème(s) : Autre, Surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 58-IV du 02/02/1998 : S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>L'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</p> <p>L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous accréditation.</p>

Constats :

L'exploitant met en oeuvre un programme de surveillance des émissions.

Les prélèvements sont réalisés par EPTEAU 1x/trimestre, et les échantillons analysés par SGS Environmental Analytics France. EPTEAU est accrédité par l'Agence de l'Eau, mais pas accrédité COFRAC pour la norme 17 025

Les autres prélèvements DCO et MES sont réalisés chaque jour par l'industriel, par des prélèvements 24h, avec l'installation de prélèvement automatique du site, et analyses sur place. Les équipements sont contrôlés annuellement (balance par PRECIA, appareils de laboratoire par HACH LANGE). Il n'y a pas de procédure de prélèvement interne rédigée.

Pas de contrôle externe de recalage.

Les résultats sont transmis dans GIDAF régulièrement.

SGS est accrédité RvA (équivalent COFRAC) pour le contrôle sanitaire des eaux (cf le rapport de SGS du 04/03/2024, indiquant que SGS est accrédité RvA, lequel est reconnu par le COFRAC par le biais d'accords européens pour l'accréditation).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant :

-de transmettre la décision relative à l'agrément du dispositif de suivi régulier des rejets qui lui aura été délivrée par l'agence de l'eau ainsi que le dernier rapport de diagnostic de fonctionnement du dispositif. (En effet, l'agrément du dispositif de suivi par l'Agence de l'eau est reconnu conforme par le ministère de la transition écologique pour l'ensemble des substances du programme de surveillance.)

En l'absence de ces documents, une mesure de recalage sera à réaliser par un laboratoire agréé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 33

Thème(s) : Autre, Surveillance

Prescription contrôlée :

« L'exploitant met en place un programme de surveillance des effluents rejetés ou raccordés. La fréquence de mesure des paramètres Débit, DCO, DBO5 et MES est conforme à celle indiquée en annexe III.

« La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m3. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau.

« Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, une mesure au moins mensuelle est réalisée sur l'azote total et le phosphore total.

(...)

« Une mesure journalière est réalisée sur les hydrocarbures totaux si le seuil de 10kg/j est dépassé.

« Lorsque les seuils définis ci-dessous sont dépassés en contributions nettes, l'exploitant réalise les mesures suivantes sur ses effluents aqueux, que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective.

« Fréquence :

- Cuivre et composés (en Cu) --> Mensuelle lorsque le flux dépasse 500 g/j ou Trimestrielle(2) lorsque le flux dépasse 200 g/j

- Zinc et composés (en Zn) --> Mensuelle lorsque le flux dépasse 500 g/j ou Trimestrielle(2) lorsque le flux dépasse 200 g/j

- Autre substance dangereuse visée à l'annexe I paragraphe 4 --> Mensuelle lorsque le flux dépasse 100 g/j ou Trimestrielle(2) lorsque le flux dépasse 20 g/j

- Autre substance dangereuse identifiée par une étoile à l'annexe I paragraphe 4 --> Mensuelle

<p>lorsque le flux dépasse 5 g/j ou trimestrielle(2) lorsque le flux dépasse 2 g/j »</p> <p>« Dans le cas d'effluents raccordés, l'arrêté d'autorisation peut, le cas échéant, se référer à des fréquences différentes pour les paramètres DCO, DBO5 (1) , MES, azote global et phosphore total. Ces fréquences sont au minimum hebdomadaires.</p> <p>« (1) Pour la DBO5, la fréquence peut être moindre s'il est démontré que le suivi d'un autre paramètre est représentatif de ce polluant et lorsque la mesure de ce paramètre n'est pas nécessaire au suivi de la station d'épuration sur lequel le rejet est raccordé.</p> <p>« (2) Dans le cas d'effluents raccordés, l'arrêté d'autorisation peut se référer à des fréquences différentes pour la surveillance des rejets de micropolluants si celles-ci sont déjà définies par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station.</p> <p>« Ces mesures sont effectuées à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures proportionnellement au débit.»</p> <p>« Dans le cas des rejets de bassins de lagunage, des seuils ou des fréquences différents pourront être fixés en ce qui concerne le paramètre MES. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Le suivi du débit rejeté est mesuré en continu (>100m3/j).</p> <p>Une autorisation de déversement avait été signée avec la ville de Bourg-en-Bresse. Une nouvelle convention a été signée le 12/09/2024. Cette autorisation augmente considérablement les rejets autorisés en DCO et DBO5. Elle n'a pour le moment pas été reprise dans l'arrêté préfectoral du site, dans l'attente de la justification de ces augmentations et de la prise en compte du BREF abattoir.</p> <p>Les fréquences de suivi sont hebdomadaires pour tous les paramètres (journalières pour débit horaire et débit journalier).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Annexe II	
Thème(s) : Autre, Norme	
Prescription contrôlée :	
ÉCHANTILLONNAGE	
Conservation et manipulation des échantillons --> NF EN ISO 5667-3	
Etablissement des programmes d'échantillonnage -->NF EN 25667-1	
Techniques d'échantillonnage --> NF EN 25667-2	
ANALYSES :	
pH. -->NF T 90 008 //	
Couleur --> NF EN ISO 7887 //	
Matières en suspension totales --> NF EN 872 //DBO5 --> NF T 90 103 //	
DCO --> NF T 90 101 // COT --> NF EN 1484 //	
Azote Kjeldal *--> NF EN ISO 25663 //	
N (N-NO2)--> NF EN ISO 10304-1, 10304-2, 13395 et 26777 //	
N (N-NO3) --> NF EN ISO 10304-1, 10304-2, 13395 et FD T 90045 //	
N (N-NH4)--> NF T 90 015 //Phosphore total --> NF T 90 023 //	
Hydrocarbures totaux : NFT 90-114	
Constats :	
Les analyses d'autosurveillance ont été réalisées conformément aux normes suivantes :	
pH	NEN-EN-ISO 10523, NF EN ISO 10523

cuivre	NEN-EN-ISO 17294-2, NF EN ISO 17294-2 (digestion NEN-EN-ISO 15587-1)
zinc	idem
phosphore	idem
DBO5	NEN-EN 1899-1:1998 et NF EN ISO 5815-1
DCO	ISO 15705
azote Kjeldahl	Méthode interne (préparation NEN 6646, mesure NF EN ISO 11732)
nitrite, nitrate	NF EN ISO 10304-1
matières en suspension (<2mg/l)	NF EN 872

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Vérifier la norme utilisée par le laboratoire pour la DCO.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Origine eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2022, article Art 3.1.1
Thème(s) : Autre, origine approvisionnement en eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'eau utilisée dans l'établissement provient de la nappe phréatique et du réseau AEP de la commune de Bourg-en-Bresse. L'eau extraite de la nappe phréatique est uniquement utilisée pour le nettoyage des bétailières, de la porcherie, des quais, la protection incendie. En débit moyen sur 250 jours de l'année, la consommation journalière d'eau n'excède pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 m3 par jour d'eau du forage ; • 350 m3 par jour d'eau du réseau AEP de la commune de Bourg-en-Bresse. En débit de pointe sur 30 jours de l'année, la consommation journalière d'eau n'excède pas : • 150 m3 par jour d'eau du forage ; • 450 m3 par jour d'eau du réseau AEP de la commune de Bourg-en-Bresse. Les installations d'approvisionnement en eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur et d'un dispositif de disconnection. Les réseaux doivent faire l'objet d'une identification permettant de connaître la nature des eaux délivrées. Les eaux de refroidissement doivent être comptabilisées. L'exploitant établit un bilan annuel des utilisations d'eau à partir des relevés réguliers de ses consommations. Ce bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisables. La campagne de réduction de consommation d'eau sur le site doit être poursuivie.
<p>Constats :</p> <p>Vu enregistrement journalier des compteurs d'entrée d'eau (AEP et 2 forages). Ce relevé des consommations n'est pas analysé en vue d'économies réalisables. Vu la liste des postes d'entrée et de sortie d'eau, mais avec une estimation des volumes consommés partielle (4 postes sur 23). Un système centralisé de gestion de l'eau doit être mis en place en 2025.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>Installer la centrale de gestion de l'eau prévue, avec des capteurs permettant le suivi de la consommation d'eau aux différents postes.</p> <p>L'exploitant doit compléter son PSH avec ces éléments.</p> <p>L'exploitant doit également indiquer dans son PSH son positionnement par rapport aux MTD des Brefs dont le site relève (Abattoirs / FDM principalement) pour ce qui concerne la thématique eau.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Rejet dans un ouvrage collectif

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/06/2022, article 3.5.6
Thème(s) : Risques chroniques, Convention de déversement
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 17/06/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le raccordement à la station d'épuration communale doit se faire en accord avec le gestionnaire de l'ouvrage et doit faire l'objet d'une autorisation conformément aux règles en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une "convention spéciale de déversement" a été signée entre l'exploitant et Grand Bourg agglomération le 12/09/2024. Cette convention autorise des rejets beaucoup plus importants que ceux de l'arrêté préfectoral, sans justification de la part de l'industriel. Un blocage financier sur les frais en cas de dépassement empêche la signature de la convention financière.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>L'exploitant doit justifier les augmentations de flux demandées et s'assurer qu'elles sont compatibles avec les exigences du BREF abattoir. Ces éléments doivent être apportés dans le dossier de réexamen.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Substances polluantes

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/06/2022, article 3.6.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 12/04/2024

Prescription contrôlée :

Les rejets doivent respecter les valeurs limites supérieures suivantes :

<i>PARAMÈTRES</i>	<i>FLUX MAXIMAL JOURNALIER (en kg/j)</i>
MEST (1)	270
DBO ₅ (1)	607,5
DCO (1)	1215
SEC (matières grasses)	67,5
Pt	22,5
Azote global (2)	180

(1) sur effluent non décanté

(2) comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal et l'azote oxydé ;

En outre, les rejets doivent respecter les concentrations maximales définies à l'article 32.3° de l'Arrêté Ministériel du 2 février 1998 relatif aux émissions de toute nature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation et notamment les suivantes :

- indice phénols : 0,3 mg/l si le flux dépasse 3 g/j ;
- Zn : 2 mg/l si le flux peut dépasser 20 g/j ;
- dichlorvos : 0,05 mg/l si le flux peut dépasser 0,5 g/j ;
- dichlorométhane : 0,02 mg/l si le flux dépasse 10 g/j ;
- chloroforme : 0,02 mg/l.

Sont également suivis les paramètres suivants :

<i>PARAMÈTRES</i>	<i>CONCENTRATION MAXIMALE (EN MG/LITRE)</i>
Cuivre	0,150mg/l si flux>2g/j
zinc	0,80 mg/l si flux>10g/j
BDE	-
Chloroforme	50µg/l si flux>2g/j

Constats :

Vu dépassements fréquents en MES et DCO par rapport aux valeurs de l'arrêté préfectoral. Absence de proposition de mesure corrective.

Certaines viscères ne sont plus lavées et sont valorisées directement en méthanisation. Cependant, l'impact sur la réduction de la charge des effluents n'est pas net.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en oeuvre des mesures correctives pour réduire la charge polluante rejetée et respecter les valeurs limites autorisées. Des propositions devront être faites dans le cadre du dossier de réexamen.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Pollutions accidentelles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/06/2022, article 3.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des réseaux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 17/06/2024

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou des sols.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il n'y a pas eu de travaux de colmatage réalisés sur les canalisations fissurées. Mais aucune nouvelle fuite n'a été observée.</p> <p>L'exploitant va faire une dérivation de la canalisation endommagée pour la court-circuiter (pompe de relevage + 2 regards, + canalisation au-dessus de la canalisation actuelle le long des murs et plafond). Un devis est en cours pour finaliser le projet.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre le devis signé avec une échéance de réalisation (dans un délai d'1 mois) et réaliser la modification.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 13 : Eaux d'incendie

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/06/2022, article 3.5.5.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Confinement des eaux d'incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 17/06/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Elles proviennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des vérifications sur l'alimentation et le bon fonctionnement des réseaux « incendie » ; • de l'intervention des Sapeurs-Pompiers lors d'un sinistre. <p>Les eaux d'extinction rejoignent pour une partie le bassin de lissage et pour l'autre partie le réseau eaux pluviales.</p> <p>Les rampes d'accès (abattoir des crêts, les anciens locaux France volailles et la STEF) sont utilisées comme bassin de confinement.</p> <p>Toutefois, le rejet éventuel des eaux « incendie » dans la station d'épuration de Bourg en Bresse du site peut se faire après vérification de leurs caractéristiques et autorisation du Service Inspection des Installations Classées et du gestionnaire de la station d'épuration.</p> <p>Le réseau eaux pluviales doit être équipés de deux vannes de section.</p> <p>Le réseau eaux usées doit être équipé de une vanne de section.</p> <p>En amont de chaque vanne, il faut prévoir un regard de pompage pour expédier ces eaux.</p> <p>Une procédure visant à fermer les vannes en cas d'incendie doit être rédigée et validée par le service d'incendie et de secours de l'Ain.</p>

Constats :
Le volume à confiner n'est toujours pas calculé. L'industriel a du mal à trouver un prestataire pour la réalisation de ce calcul. La demande sera faite à l'ADIV déjà en charge du dossier de réexamen.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le volume d'eau à confiner en cas d'incendie en se basant sur le formulaire technique D9A - la justification des modalités de rétention pour confiner les eaux d'incendie, - un plan avec l'emplacement prévu d'une éventuelle rétention, <p>puis demander l'avis du SDIS sur ces éléments. L'avis du SDIS est attendu pour septembre 2025.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Registre entrée produits dangereux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/06/2022, article 7.3.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Registre
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 12/04/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux stockés, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition du Service Inspection des Installations Classées.</p> <p>La présence de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p>
Constats :
<p>Vu le dossier informatique avec la liste des produits et les quantités maximales ainsi que le plan associé. Erreur sur la quantité d'ammoniac dans le listing et sur le plan. Le fichier n'est pas facile d'accès.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>L'exploitant doit mettre à jour la quantité d'ammoniac et rendre le fichier accessible en cas de besoin. Une version papier peut également être mise à disposition.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : Emissions sonores

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/06/2022, article 5.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures périodiques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 13/09/2024

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait réaliser, au moins tous les 3 ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifiés choisi après accord de l'Inspection des Installations Classées. Cette mesure est réalisée selon la méthode réglementaire en vigueur.

Constats :

Vu le rapport d'intervention d'EPTEAU concernant les mesures réalisées le 27 novembre 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Mesures sonores : Emergence

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/06/0022, article 5.5.1.1. et 5.5.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures sonores

Prescription contrôlée :

art 5.5.1.1.

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

5.5.1.2.

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

Constats :

<p>Des émergences non conformes sont relevées en ZER 7 et 8 la nuit : au niveau du ventilateur sous le vide sanitaire de l'entrepôt frigorifique côté rue, et au niveau des ventilateurs de la clim de l'abattoir.</p> <p>Vu les sources de bruit des zones concernées par les non conformités.</p> <p>L'exploitant indique que le changement du ventilateur de l'abattoir est déjà prévu prochainement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de changer le ventilateur de l'abattoir et d'insonoriser le système de ventilation de l'entrepôt.</p> <p>Une nouvelle mesure de bruit devra être réalisée après réalisation des mesures correctives. Une mesure en limite de propriété de l'entrepôt est également à prévoir (côté rue et à l'arrière).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 17 : Stockage liquides inflammables

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/06/2022, article Chap 8.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Stockage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations sont constituées des stockages suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un stockage aérien de FOD de 12 m³ pour le groupe électrogène. • Une cuve principale pour le sprinklage de 1190 litres, • une cuve d'appoint pour le sprinklage de 750 litres <p>Toutes ces cuves sont double peau</p> <p>Le stockage est exploité conformément aux dispositions de l'Arrêté Ministériel du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables applicables aux installations existantes.</p> <p>Les réservoirs à simple paroi situés dans une fosse doivent subir un contrôle d'étanchéité tous les cinq ans par un organisme agréé suivant la procédure décrite à l'annexe II (1) de l'Arrêté Ministériel du 22 juin 1998.</p> <p>Un dégazage et un nettoyage du réservoir sont effectués avant ce contrôle d'étanchéité suivant la procédure décrite à l'annexe II (1) de l'Arrêté Ministériel du 22 juin 1998.</p> <p>Le premier contrôle d'étanchéité est effectué au plus tard vingt cinq ans après la date de première mise en service du réservoir.</p> <p>Lors d'une cessation d'activité de l'exploitation, les réservoirs doivent être dégazés et nettoyés avant d'être retirés ou à défaut neutralisés par un solide physique inerte.</p> <p>Le produit utilisé pour la neutralisation doit recouvrir toute la surface de la paroi interne du réservoir et posséder à terme une résistance suffisante pour empêcher l'affaissement du sol en surface.</p> <p>Une neutralisation à l'eau peut être tolérée lors d'une cessation d'activité temporaire.</p> <p>Une ré-épreuve est effectuée avant la remise en service de l'exploitation.</p> <p>Une neutralisation à l'eau ne peut excéder vingt-quatre mois</p>
<p>Constats :</p> <p>La cuve de gasoil de 12000 litres double paroi va être vidée et ne sera plus utilisée (plus de groupe électrogène).</p> <p>La possibilité du transfert de la cuve sur un autre site a été évoquée par l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Mettre en sécurité la cuve de gasoil une fois vidée : la dégazer et la nettoyer avant de la retirer ou</p>

à défaut la neutraliser par un solide physique inerte. La solution choisie doit être précisée au service d'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Effluents

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/06/2022, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté
Prescription contrôlée : Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières, des gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites. Le brûlage à l'air libre est interdit. L'ensemble des installations est nettoyé régulièrement et tenu dans un bon état de propreté.
Constats : Vu écoulements issus de la benne de stockage au niveau du prétraitement, qui stagnent avant de rejoindre le collecteur. Présence de mouches et larves.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Supprimer la stagnation de jus en mettant en place une récupération de ces écoulements au niveau de la benne.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 19 : Effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2022, article 3.5.4
Thème(s) : Élevage, Rejets
Prescription contrôlée : Les effluents rejetés doivent être exempts : <ul style="list-style-type: none"> • de matières flottantes ; • de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ; • de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.(...)
Constats : Vu particules de matières organiques flottantes supérieures à 1 mm (diamètre de filtration des eaux industrielles) dans le canal des eaux industrielles partant vers la STEP.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Identifier l'origine du défaut de filtration laissant passer les particules organiques supérieures à 1mm dans le canal des eaux industrielles partant vers la STEP.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois